

## Élections au PE (traduit du danois)

Par Alan Dalvin

Les élections pour un nouveau Parlement européen auront lieu au Danemark le 9 juin. Chaque parti représenté au parlement danois peut désigner jusqu'à 20 candidats. Au Danemark, il y a beaucoup de partis au Parlement danois, parce qu'il ne faut que 2 % des voix lors d'une élection parlementaire ou d'un mandat de district. Nous avons donc 11 partis, mais seulement une petite population et nous ne pouvons donc élire que 15 parlementaires au sein du nouveau Parlement européen. Les listes de candidats des partis ne sont pas encore finalisées, mais plus de 100 candidats ont été désignés jusqu'à présent. En fait, certains partis ne seront pas représentés du tout et les plus populaires n'auront probablement que trois députés européens au maximum.

Des rumeurs ont circulé dans la presse selon lesquelles les partis de droite les plus puissants seraient renforcés lors des prochaines élections, mais il est peu probable que ce soit le cas au Danemark. Dans le passé, les partis de droite étaient peut-être plus favorables à l'UE que les partis de gauche, mais la situation a changé. À une exception près, tous les partis du centre politique sont positifs et mettent l'accent sur l'adhésion à l'UE. Seules les formations d'extrême droite et d'extrême gauche sont plus réservées. Cela se reflète dans un accord de politique européenne qui a été signé le 15 décembre 2023 entre 8 des 11 partis du Parlement danois. Cet accord de 10 pages couvre la plupart des domaines politiques et propose une position commune. Cela devrait permettre d'éviter les conflits internes au moins jusqu'à la présidence danoise du Conseil en 2025.

Nous espérons également une forte participation des électeurs. La branche danoise du Mouvement européen organise un grand nombre de réunions-débats dans tout le pays, en collaboration avec deux partis, l'un de gauche et l'autre de droite. Il ne s'agit que de deux partis sur onze, mais ce sont peut-être les deux partis qui obtiendront le plus de voix lors des élections au Parlement européen.

Le Conseil européen des relations étrangères (ECFR) vient d'analyser les trois domaines politiques qui intéressent le plus les électeurs. Les résultats sont les suivants : la migration, le climat et la guerre en Ukraine. La question de savoir comment limiter le nombre de migrants qui, pour des raisons religieuses ou autres, ne veulent pas s'intégrer dans notre société, préoccupe probablement surtout les personnes âgées. L'autre préoccupation, le climat, est probablement la plus importante pour les jeunes. Ils doivent vivre avec les résultats des émissions que nous produisons actuellement et, au Danemark, un très grand nombre de maisons et d'autres bâtiments seront exposés aux inondations, même en cas d'élévation modérée du niveau de la mer, par exemple d'un demi-mètre au cours de ce siècle, même s'il ne s'agit pas d'un raz de marée. Le Danemark a un très long littoral, il serait donc impossible de construire des digues partout. La troisième préoccupation des électeurs est la guerre en Ukraine. C'est une guerre très proche de nous, mais même si l'UE a envoyé de nombreux signaux verbaux positifs à l'Ukraine, les livraisons d'armes sont rares, et c'est ce dont ils ont besoin. Cependant, ce n'est pas si simple, d'une part parce que les pays européens utilisent de nombreux types d'armes différents, et d'autre part parce que l'armement avancé nécessite

non seulement une formation à son utilisation, mais aussi une expertise en matière d'entretien et de réparation de l'équipement. Le Danemark a commencé à livrer des chars Léopard, mais les premières livraisons effectuées par d'autres pays ont connu des difficultés, notamment par manque d'entretien. Il en va de même pour les avions de pointe F-16, qui nécessitent également, par exemple, des pistes d'atterrissage de qualité. En ce qui concerne les autres aides, la presse parle surtout du blocage de l'aide à l'Ukraine par la Hongrie, mais de grands pays comme la France, l'Italie et l'Espagne préfèrent aussi se contenter de belles paroles.

La question est de savoir comment le Parlement européen abordera ces questions importantes. Ce qui peut être fait à court terme est limité, puisque le budget pour l'année en cours a été fixé le 10 octobre 2023. Cependant, il est clair que l'adaptation au changement climatique, l'aide militaire et l'expansion de la défense nationale nécessiteront d'énormes sommes d'argent, de sorte qu'une redéfinition significative des priorités du budget est nécessaire de toute urgence, les subventions agricoles représentant toujours environ un tiers du budget. Bien entendu, l'augmentation du budget doit également être envisagée. Les politiciens parlent d'inclure un certain nombre de pays des Balkans en plus de l'Ukraine, mais ce sont tous des pays pauvres. Le problème est qu'il n'y a actuellement que quelques contributeurs nets au budget : l'Allemagne, les Pays-Bas, la France, le Danemark, l'Allemagne, la Suède, la Finlande et l'Autriche. Les autres sont des bénéficiaires nets ! Un autre problème est le processus décisionnel. Le droit de veto doit disparaître, disent beaucoup après l'expérience hongroise, mais c'est aussi un problème majeur. Au Danemark, l'abandon du droit de veto nécessiterait une majorité de 5/6<sup>èmes</sup> au parlement danois. L'abolition est donc difficilement concevable au Danemark, mais pas non plus dans les autres États membres. Des restrictions plus modérées doivent être trouvées.

Nous avons besoin de députés européens très capables.